

L'IMPACT DE LA MIGRATION INTERNATIONALE SUR LE CHOMAGE :

Les politiques migratoires bénéfiques pour les pays Nord Africain

DJELTI Samir

Faculté des Sciences Economiques, Sciences Commerciales et des Sciences de Gestion

Université de Mascara

samirecodjelti@yahoo.fr

DERBAL Abdelkader

Directeur du Laboratoire de la Macroéconomie Organisationnelle

Université d'Oran

derbalaek@yahoo.fr

Résumé :

Cet article représente un essai de relier la migration internationale au chômage théoriquement dans le cadre de la « Nouvelle Economie de la Migration du Travail » NELM qui limite ses recherches à l'étude de la « Migration Internationale et le Développement Economique ». Notre idée principale est simple, la migration internationale peut avoir des effets positifs sur les économies des pays d'origine en général et un impacte sur la diminution des taux de chômage en particulier. Pour plus de détails, dans une première partie, nous allons présenter un survol théorique sur la migration internationale, ses causes, sa relation avec le développement économique ainsi que les différentes vagues de pensée qui ont tranché dans cette relation. En second lieu, nous allons analyser les dimensions migratoires des pays de l'Afrique du nord et les politiques suivies (l'Algérie, le Maroc et la Tunisie). La présentation des politiques migratoires adéquates en faveur d'optimiser le profit de ces pays ainsi que les expériences asiatique fera l'objet de la dernière partie de ce travail.

Mots clé : Migration Internationale, Politiques Migratoire, Croissance Economique et Chômage.

ملخص:

يعتبر هذا العمل محاولة نظرية للربط بين الهجرة الدولية و البطالة في إطار "الاقتصاد الجديد لهجرة العمل" (NELM) والذي تتمحور أبحاثه حول دراسة "الهجرة الدولية والتنمية الاقتصادية". الفكرة العامة للبحث هي أن الهجرة الدولية يمكن أن تؤثر إيجاباً على اقتصاديات الدول الأصلية بصفة عامة كما أن لها انعكاس مباشر على التخفيض من البطالة بصفة خاصة. في مرحلة أولى سوف نتعرض إلى نظريات الهجرة الدولية، علاقتها بالتنمية الاقتصادية والتدرج التاريخي لأفكار مختلف المدارس التي درست هذه العلاقة. في مرحلة ثانية سنلجأ إلى محاولة تحليل الهجرة و مختلف أبعادها بالنسبة لدول إفريقيا الشمالية (الجزائر، المغرب وتونس). سياسات الهجرة الملائمة لتعظيم منفعة هذه الدول بالإضافة إلى التجارب الآسيوية ستكون هدف المرحلة الأخيرة.

الكلمات المفتاحية : الهجرة الدولية، سياسات الهجرة، النمو الاقتصادي والبطالة.

Abstract:

This paper represents a theoretical attempt that links international migration to unemployment under the framework of "New Economic of Labor Migration" (NELM). The NELM limits its research in the studies of "International Migration and Economic Development" topic. Our principal idea is that international migration can have a positive impact on the economics of source countries in general and an effect on unemployment diminution in particular. For that we have to present, in the first time, an over view of theories relating international migration with economic development via the different schools. In the second time our analysis will be focused on the case of North African countries (Algeria, Morocco and Tunisia), their migration dimension and migration policies. In the last time we tend to present the adequate migration policies which optimize the profit of North African countries from this phenomenon and the experiences of the Asiatic countries.

Key words: International Migration, Migration policies, Economic growth and Unemployment.

Introduction :

La migration internationale à touché les 215 millions en décembre 2011 selon les statistiques de l'OCDE elle a pendant longtemps affecté les économies des pays d'accueil et d'origine. En ce qui concerne les pays d'accueils, les effets majeurs concernent d'abord la complémentarité ou la concurrence entre les immigrants et les autochtones ainsi que les effets de la migration internationale sur les salaires et les assurances sociales (Borjas, NBER Workink papers). Pour les pays d'origine, en général des pays sous développés, le défi est d'une grande ampleur car, d'un coté, les études empirique n'ont pas

révélés les mêmes résultats, de l'autre, la migration internationale une fois déclenchée ne peut être stoppée, alors le seul essor restant est de l'orienter à travers les politiques migratoire.

Les deux constats précédents nous ont mené à poser notre problématique principale :

❖ **Quelle sont les effets de la migration internationale sur l'emploi dans les pays du Maghreb?**

Il nous faut d'abord répondre aux interrogations suivantes :

- Quel est l'effet de la migration internationale sur les économies des pays d'origine ?
- La migration internationale a-t-elle un effet sur la croissance des pays d'origine ?
- La migration internationale peut-elle influencer le chômage dans les pays d'origine ? si oui, comment ?
- Quelles sont les politiques migratoires favorables pour les pays d'origine en général et pour l'Algérie, la Tunisie et le Maroc en particulier ?

I - Migration internationale : Un survol théorique

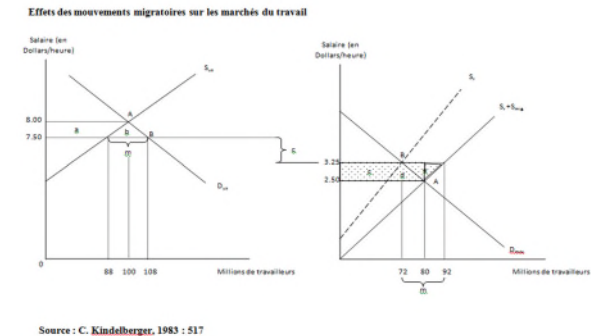
Les effets de la migration internationale sur les pays d'origine sont de plus en plus ambigus et surtout en ce qui concerne la possibilité de leur développement contrairement à l'immigration qui peut être perçue comme significativement positives pour la mise en place des politiques migratoires adéquates dans les pays d'accueil. En effet, le phénomène connu sous le nom de « la fuite des cerveaux » est perçu par certains comme « un pillage de la main d'œuvre qualifiée des pays les plus pauvres » (Bhagwati, 1974).

La littérature sur l'impact de l'émigration qualifiée sur les pays d'origine débute dans les années 1950. L'article de Lewis intitulé « Developpement with unlimited supply of labour » publié en 1954 est considéré comme le premier travail tentant de théoriser la mobilité de la main d'œuvre. Il a montré dans cet article que la migration interne entre le secteur agricole de subsistance et le secteur manufacturier génère un développement économique. La même idée a été développée par Harris et Todaro en 1970.

Les deux derniers sont considérés comme la base théorique classique de la migration économique. Et si par exemple nous tentons de faire une simulation entre ces modèles appliqués sur la migration interne et la migration internationale, le secteur manufacturier va représenter les pays d'accueil généralement développés et industrialisés. D'un autre côté, le secteur de subsistance va être représenté par

les pays d'origine, sous développés, ou relativement moins développés.

Lewis (1954) a prédit dans ce modèle de base que la mobilité de la main d'œuvre du secteur agricole de subsistance vers le secteur manufacturier va développer l'industrie dans le milieu urbain. A partir de ça, nous pouvons avoir une idée sur la migration internationale et son impact sur les pays touchés. Dans la figure qui suit, (Lindert & Kindelberger, 1983) ont analysé l'effet de la migration internationale sur les marchés du travail des pays d'accueil et d'origine.



Ils ont considéré les deux points A des deux coté de la figure représentant la situation d'équilibre dans le marché du travail du pays d'accueil (USA) comme dans le marché du travail du pays d'origine (le Mexique), mais entre les deux, c'est les points ou les mouvements migratoires sont interdits. Dans cette situation initiale « les travailleurs américains gagnent 8 dollars contre une heure de travail, et les travailleurs mexicains qui ont à peu près le même niveau de qualification gagnent 2.50 dollars de l'heure » (Lindert & Kindelberger, 1983 : 517).

Lors de la suppression des interdictions de la mobilité des mouvements migratoires, « les travailleurs mexicains peuvent aller vers le nord et lutter sur le marché du travail des Etats-Unis pour obtenir un emploi » (Lindert & Kindelberger, 1983 : 516). Dans cet état il pense que seule la loi peut arrêter la migration de la main d'œuvre qualifiée, ce qui n'est pas évident¹. Dès la disparition de ces derniers, la main d'œuvre se mobilisent des pays à revenu bas vers les pays à revenu élevé.

Si les déplacements étaient gratuits, la migration serait une migration de masse qui perpétue jusqu'à ce que le taux de salaire des Etats Unis tombe si bas et que le taux de salaire mexicain augmente et

¹ Même avec les politiques migratoires restrictives les plus sévères le monde assiste une nouvelle forme de la migration Internationale celle des Cross-Borders, voir « migration internationale: causes et conséquences thèse» de magister, université de Mascara 2010.

que les deux taux de salaire s'égalisent. Mais ceci n'est pas le cas car les déplacements entraînent des coûts économiques et psychologiques «Les migrants se sont coupé de leurs amis et de leurs proches. Ils se sentent incertains face à bien des aspects de la vie dans le pays étranger. Il se peu qu'ils aient à endurer l'hostilité d'autres personnes dans leur nouveau pays» (Lindert & Kindelberger, 1983 : 516).

Ce ne sont qu'une partie d'effectifs plus faibles (estimé à 20 millions dans cette figure) qui trouvent que les gains des salaires dus aux déplacements sont suffisants pour compenser les couts de la migration, évalué ici à 4.25 dollars par heure de travail dans le nouveau pays.

Les 20 millions d'immigrés vont influencer sur le taux de salaire dans le pays d'accueil. Ce dernier va être diminué à 7.50 dollars, une diminution de 0.5 dollars causée par l'augmentation de la demande du travail. **Par contre, la sortie de ces travailleurs (toujours les 20 millions) cause une diminution dans la demande du travail au pays d'origine²** ; ce qui implique une augmentation sensible dans le taux des salaires mexicain (3.25 dollars).

Au nouvel équilibre, c'est-à-dire aux points B, les travailleurs qui tendent à émigrer sont juste égaux à la demande supplémentaire de la main d'œuvre aux Etats-Unis lorsque le salaire est de 7.50 dollars de l'heure. Alors que ceux qui choisissent d'émigrer gagnent 7.50 dollars de l'heure dans le nouveau pays, mais cette somme n'est que 3.25 dollars/heure dans le pays d'origine, à cause des divers couts que suscitent le déplacement et le travail à l'étranger.

Pour mesurer leur gain net, il faut prendre la surface située au dessus de la courbe d'offre de travail des migrants et comprise entre les taux de salaire, nouveau et ancien de 3.25 dollars et 2.50 dollars, soit la somme des surfaces d et e. Leur courbe d'offre de travail, le smig, peut être obtenue en soustrayant la courbe Sr de la courbe combinée Sr+Smig. Soulignant que leur gain net total ne serait pas égal au total du produit de (3.25 dollars – 2.50 dollars) par 20 millions, sauf si leur courbe d'offre de travail (Smig) était parfaitement verticale, ce qui signifierait que le temps qu'ils consacrent au travail est indépendant du taux de salaire.

Il n'est pas difficile d'identifier les autres groupes de gagnants et de perdants nets dans les deux pays. Les travailleurs qui restent au Mexique, dont la courbe d'offre de travail est Sr, enregistrent un gain parce que l'atténuation de la concurrence pour les emplois élevé leur taux de salaires de 2.50 dollars à 3.25 dollars. Nous pensons quantifier leur gains à l'aide d'une mesure conventionnelle du surplus du producteur, la surface c leur employeurs perdent des

profits parce qu'ils doivent offrir des salaires plus élevés. La perte des employeurs mexicains est la surface (c+d).

Les pays d'accueils « enregistrent incontestablement des gains selon les termes économiques conventionnels : le gain des employeurs ainsi que l'ensemble du public qui achètent leurs produits autant que consommateur » (Lindert & Kindelberger, 1983 : 516). Dans le schéma, La surface (a+b) ne peut être inférieure à la seule surface a.

Les auteurs pensent que « Les arguments en faveur d'une restriction de l'immigration ne peuvent reposer sur une perte économique nette pour la nation, sauf si nous pouvons introduire de larges effets négatifs qui n'ont pas encore été portés sur le schéma précédent » (Lindert & Kindelberger, 1983 : 516).

Nous pensons que malgré la simplicité et les manques dans le modèle signalés pas les auteurs, ils ont pu arriver à démontrer que les pays d'origine définit par ceux qui restent au Mexique après le départ des émigrants, enregistre une perte : « les pertes des employeurs (c+d) ne peuvent être inférieures aux gains des travailleurs qui ne se montent qu'à c » (Lindert & Kindelberger, 1983 : 519).

En général, « il semble jusqu'ici que les pays d'accueil et les migrants gagnent, alors que les pays d'origine perdent, et la perte de ces dernier est loin d'être mesurée » (Lindert & Kindelberger, 1983 : 519). Nous pensons que la perte engendrée par le départ des qualifiés est d'une très grande ampleur sur les migrants comme sur ceux qui restent.

II - La Migration Internationale et le Développement Economique

Dans sont neuvième working-paper (2008) intitulé « Migration and Development a théorical perspective », Hein de Haas le directeur de « International Migration Institut » Oxford University, a divisé la littérature sur la migration et le développement en quatre courants :

- L'optimisme développementaliste (1950-1970).
- Le scepticisme et pessimisme structuraliste et néo marxiste (1970-1990).
- La nouvelle économie de la migration du travail NELM (1990-2000).
- La renaissance de l'optimisme à partir des années 2000.

1- Optimistes vs pessimistes (1950 - 1970)

Il faut noter que cette période a été marquée par la fuite des cerveaux (The Brain Drain), ce qui a poussé les économistes à baser leurs études sur l'analyse de la migration internationale des qualifiées motivées par les politiques migratoires dite sélectives.

² Nous allons revenir à ce passage et le détailler dans l'impacte direct de l'émigration sur le chômage.

Lewis (1954), Grubel & Scott (1966) et Johnson (1967) sont les fondateurs de la vague de pensée optimiste. Ces travaux ainsi que ceux qui ont suivi, ils ont montré que sur le long terme, les phénomènes des réseaux de la migration retour et les transferts de fonds à partir des pays d'accueil vers le pays d'origine peuvent contrecarrer ou récompenser les effets négatifs de la migration internationale sur les économies des pays d'origine sur le court terme.

En réalité, certains de ces effets sont trop faibles pour récompenser les effets néfastes du départ de la main d'œuvre la plus qualifiée³. Donc nous ne pouvons pas réellement les considérer comme ayant impact positif. Notons, en outre, que ces derniers modèles sont basés sur des hypothèses fortes de marchés en concurrence pure et parfaite et d'absence d'externalités (Defoort, 2007).

Dans les années 1970, la littérature sur le sujet a connu une déviation importante où une vague pessimiste est née et perpétuée jusqu'aux années 1990. Pour cette vague de pensée, la migration internationale est un facteur ralentissant la croissance économique des pays d'origines, « les maintenant le plus souvent dans une trappe à pauvreté » (Defoort, 2007). Le travail de Bhagwati & Hamada (1974), considéré comme le fondement de cette vague où ils ont développé un modèle démontrant clairement l'impact négatif du départ des plus qualifiés sur ceux qui restent, en particulier les moins qualifiés. Pour Bhagwati, tant que le rendement social de l'éducation est supérieur au rendement privé, l'émigration qualifiée engendre des externalités négatives rendant néfaste le phénomène de fuite des cerveaux (Bhagwati et Hamada, 1974 ; Usher, 1977 ; Blomqvist, 1986 In Defoort, 2007).

Bhagwati, à la base de son modèle a établi une proposition de la mise en œuvre d'une taxe pénalisant la fuite des cerveaux « Taxing the Brain Drain » dans (Bhagwati Tax, 1972). Le principe de cet impôt est simple : les émigrés résidant dans les pays développés doivent payer une taxe prélevée de leurs salaires qui vise à compenser les pertes de capital humain subies par les pays les plus pauvres. Mc Culloch & Yellon, 1977 ainsi que Rodriguez, 1975 ont rejeté cette idée car selon eux, elle peut engendrer des impacts négatifs sur les autochtones non qualifiés.

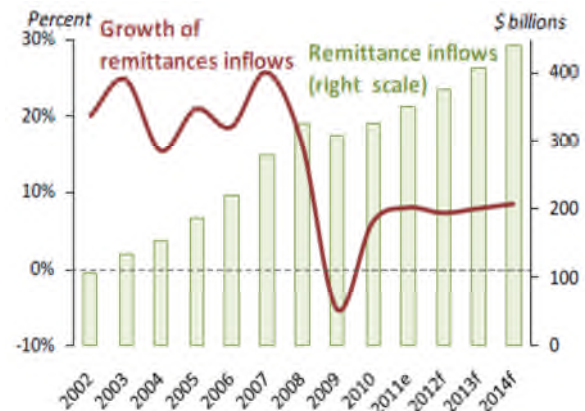
Les courants de pensée suscités représentent les deux extrêmes de l'étude de la migration internationale et le développement économique, d'autres vagues ont essayé de créer un dosage permettant de réconcilier les deux courants et de refléter la réalité.

³ Pour nous, une hémorragie des capitaux peut être récupérable mais celle de la main d'œuvre qualifiée ne peut pas être contrecarrée par des flux financiers, car c'est l'homme qui crie la richesse et pas l'inverse.

2- New Economics of Labour Migration et le retour à l'optimisme

À partir des années 90, un nouveau courant dit la « Nouvelle Economie de la Migration du Travail » marque sa présence. Cette vague a réessayé de démontrer une autre fois les effets positifs possibles de la migration internationale sur les économies des pays d'origine sans négliger ses effets négatifs. Selon cette vague, trois phénomènes essentiels peuvent aider les pays d'origine à profiter de l'émigration de leurs travailleurs les plus qualifiés et récompenser les pertes dites sèches engendrées.

En premier lieu, les transferts de fonds des migrants peuvent atteindre des sommes faramineuses. En effet, la banque mondiale a estimé que les migrants en provenance des pays en développement envoient dans leur pays d'origine 351 milliards de dollars en 2011, soit le triple du montant de l'aide internationale à la même date et ils ont dépassés même les investissements directs étrangers (Ratha & al, 2011). Ce montant est d'autant plus impressionnant qu'il inclut uniquement les envois de fonds transitant vers les canaux formels. La figure suivante va montrer la variation des transferts de fonds qui ont été marquée par une chute dure selon (Ratha, 2011) suite à la crise financière et une deuxième plus petite due à l'Arab Spring.



Source : la Banque Mondiale 2011.

Les transferts de fonds sont très sensibles ; ils varient fortement avec le niveau de qualification, la durée de séjour à l'étranger, ou encore des variables macroéconomiques caractérisant les pays d'origine et d'accueil de ces migrants. Par exemple, dans leur étude portant sur l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la Turquie et l'Égypte, Mouhoud & al. (2007) montrent que le niveau de richesse du pays de destination, l'inflation ou encore le taux d'intérêt dans le pays d'origine du migrant favorisent les transferts de fonds. De ce point de vue, il est indéniable que les transferts de fonds ont un impact significatif sur les pays de départ.

Les études empiriques analysant l'impact des transferts de fonds sur le développement peuvent être

décomposées en effets sur l'épargne, l'investissement, la consommation, la croissance, la pauvreté et la répartition des revenus. Selon Griffin (1976), Stark (1978), Hugo (2003), Martin (2004), Carling (2004), Wets (2004), Solimano (2003) et Wess (2004), l'impact de la croissance des transferts de fonds sur les économies des pays d'origine est susceptible d'agir par le biais d'épargne et d'investissement ainsi que par la demande globale et la production à la consommation au court terme.

Ces études ont abouti à des résultats mitigés. Il est très probable que l'impact net⁴ de la fuite des cerveaux (lorsqu'on considère l'émigration qualifiée et les envois de fonds) risque fortement d'être négatif. En effet, les transferts de fonds diminuant avec la proportion d'individus qualifiés parmi les migrants, l'impact négatif de la fuite des cerveaux ne peut pas être contrebalancé par des montants plus grands d'envois de fonds (Faini, 2002).

La plupart des travaux menés sur le rôle des transferts de fonds se concentre à leurs effets positifs sur la pauvreté (Richard & Adams, 1986 ; 2004) et (Taylor & al.2005) ainsi que les effets négatifs sur inégalités (Stark, Taylor & Yitzhaki, 1986), (Richard & Adams, 1986 ; 1992) et (Stark, 1991) basés généralement sur des enquêtes menées sur les familles migrants restant dans les pays d'origine⁵.

En second lieu **la migration retour**, d'après ces chercheurs, peut avoir plusieurs effets avantageux pour les pays d'origine. Ils ont essayé de démontrer que l'un des principaux avantages provient du fait que les migrants cumulent des connaissances à l'étranger (études, formations, expérience professionnelle ...) et ils les partagent avec leur entourage dès leur retour au pays d'origine. Dos Santos et Postel-Vinay (2003). Lien (2004), n'a pas nié cet avantage qui pourra être bénéfique pour les pays d'origine, sauf qu'il est nécessaire qu'un nombre suffisant de migrants retournent au pays d'origine pour que ces effets positifs puissent apparaître.

Des faits stylisés sont en faveur de cette idée. Par exemple : entre 1908 et 1957, près d'un tiers des migrants aux Etats-Unis sont retournés dans leur pays d'origine (Borjas, 1994). En effet, il peut être particulièrement bénéfique pour les pays d'origine de mettre en place des politiques d'attraction pour encourager les migrants les plus qualifiés à retourner dans leur pays de départ. À notre humble avis, il est nécessaire que le bien-être économique, la politique et

les institutions encouragent et agrandissent la volonté de retour des émigrés.

En dernier lieu, **les perspectives de migration**, ou autrement dit le capital humain, représente un canal relativement nouveau. Il est reconnu que les pays receveurs de la main d'œuvre adoptent des politiques d'immigration sélective issue du développement des politiques des quotas d'émigrés parue aux Etats Unis dans les années 1920.

Les travaux de Stark *et al.* (1999); et Vidal, (1998) et Mountford, (1999) sont basés sur le constat suivant : « il est avéré que certains individus décident de s'éduquer dans l'optique de migrer » (Defoort, 2007). Leur principe est que la migration incite les gens à s'éduquer d'avantage et que ceux qui ne peuvent pas émigrer à cause des politiques migratoires sélectives vont être considérés comme un gain pour les pays d'origine.

Cette dernière vague de pensée a perpétué et coexisté avec un boom de travaux empiriques sur les transferts de fonds, la migration retour ainsi que sur le capital humain qui ont fait renaître la vague optimiste jusqu'au années 2000 (Haas, 2008).

3 - Les effets ambigus sur les économies des pays d'origine.

À partir de 2009, des études (Bein, Docquier et Rapoport, 2009 ; Dustmann et Glitz, 2011) ont tenté de mesurer les effets de la migration internationale sur l'éducation, la démocratie (Docquier et al, 2011), les institutions (Li, McHale, 2009) surtout avec les événements d'Arab Spring. Dans ces travaux, l'effet de la migration est dit « un effet ambigu ».

Ces travaux peuvent être inclus dans la nouvelle économie de la migration de travail. Le principe de celle-ci est le même ; le départ de la main d'œuvre génère des externalités positives⁶ pour les économies des pays d'origine qui peuvent être utiles pour leur développement économique. Il est important pour nous de noter que cette vague de pensée optimiste a été motivée par l'accroissement des transferts de fonds d'un côté et de l'apparition de la migration de la main d'œuvre non qualifiée⁷ relativement moins coûteuse aux pays d'origines d'un autre côté.

À partir de cette constatation, nous concluons que les vagues de pensées suscitées sont comme le veut la tradition de la pensée économique, complémentaire ; c'est-à-dire, une vision pessimiste

⁴ Consultez Faini (2007) ou il analyse le modèle posé par Borjas.

⁵ Pour plus de détails voir « migrations, transferts et inégalités » El Mouhoub Mouhoub revue économique, 2010.

⁶ Nous tentons de précipiter les choses et donner à cette vague de pensée la particularité de l'effet ambigu noté surtout dans les travaux de Doquier, 2009 et 2011.

⁷ En générale, ceux qui ne sont pas qualifiés n'ont pas poursuivis leurs études, et par conséquent, ils n'ont pas bénéficié pendant longtemps des dépenses destinées à l'éducation dans le pays d'origine. En revanche, des études ont révélés que les moins qualifiés envois plus de fonds que les plus qualifiés.

envers une forte fuite des cerveaux et une vision optimiste envers une migration moins qualifiée et accompagnée de forts transferts de fonds.

III - Migration internationale et chômage : quel impacte ?

La migration internationale peut affecter l'emploi dans les pays d'origine à partir de deux canaux :

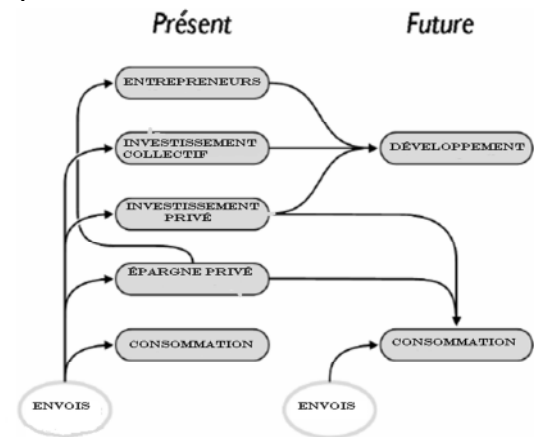
Le premier est un **effet direct** : dans les travaux de Lindert & Kindelberguer (1983), la migration internationale diminue la demande du travail dans les pays d'origine. Donc, si on considère les émigrés comme issus de la main d'œuvre active, cela va diminuer le taux de chômage. En Algérie par exemple, avec un taux d'émigration de 3% et un taux de chômage de 10% (Selon les statistiques de la banque mondiale, 2010), si le départ de la main d'œuvre algérienne était suspendu, le taux de chômage en Algérie sera 13%.

Toujours pour Lindert & Kindelberguer, qui a présenté un modèle hypothétique qui considère les pays d'origine gagnants dans le cas où ceux-ci poussent sa main d'œuvre au chômage, vers l'émigration⁸. Donc les émigrés sont une charge de moins pour ces pays qui diminue par leur départ, l'offre globale du travail, et par conséquent la diminution du taux de chômage.

Le deuxième canal est **indirect** ; il passe par le biais de la croissance économique. La Banque Mondiale en 2006 annonce que les travaux empiriques qui relient la migration internationale à la croissance économique à long terme n'ont pas abouti à des résultats positifs. Faini (2007) quant à lui, a suggéré la possibilité d'une relation « contra cyclique ». Martin (2004) pour sa part, a démontré que les transferts de fonds réduisent la pauvreté et améliorent la vie des bénéficiaires. Ces dépenses peuvent créer des emplois⁹, par exemple, à travers l'extension des activités des restants aux pays d'origine¹⁰.

Carling (2004), a présenté un schéma dans lequel il définit les canaux des transferts de fonds qui mènent à la croissance économique dans les pays d'origine. Selon ce chercheur, si les transferts de

fonds sont aujourd'hui consacrés à la consommation, à l'épargne, à l'investissement privé et collectif à long terme. Ceux-ci vont être injectés dans la consommation générant le développement économique.



SOURCE: CARLING 2004

Les transferts de fonds vont être considérés comme cumules de capitaux finançant une croissance exogène. Cette croissance va être déclenchée par des capitaux qui auront besoin d'une main d'œuvre supplémentaire et donc de l'absorption de main d'œuvre en chômage. Donc, d'un point de vue théorique il est possible que la migration internationale diminue le taux de chômage dans les pays d'origine¹¹, mais comment peut-on optimiser les impacts positifs de la migration internationale sur les économies des pays d'origine en générale et sur le chômage en particulier ?

Dans la suite de notre exposé, nous allons présenter les deux dimensions qui caractérisent les pays nord africains.

IV - Politiques migratoires et le chômage

Nous avons conclu que **l'émigration** internationale peut mener à une diminution des taux de chômage dans les pays d'origine. Sauf que l'émigration n'est pas la seule dimension des pays Nord Africains. **L'immigration** subsaharienne vers ces pays est de plus en plus répandue¹². Même si on ne remarque pas une grande présence d'immigrés issue de l'immigration d'origine subsaharienne (des campements de réfugiés ou de grands quartiers), le phénomène est en croissance car il ne passe pas un

⁸ Si on prend l'exemple de l'histoire de la migration entre la France et ces anciennes colonies du Maghreb en général ou de l'Algérie en particulier, c'était une relation perdant-perdant pour l'Algérie. Au début, la France nous a envoyé toute ça main d'œuvre en chômage et même ces prisonniers et après l'indépendance elle a bénéficié de la main d'œuvre la plus qualifiée.

⁹ Martin a parlé aussi de l'effet accélérateur du développement des transferts de fonds qui mène à la réduction de la pauvreté et la diminution du chômage.

¹⁰ Il a donné l'exemple de la conversion de ceux qui ne pratiquent que l'agriculture vivrière à des éleveurs réalisant des économies d'échelle.

¹¹ Dans ce papier nous avons démontré théoriquement que l'émigration a un impact sur la diminution du taux de chômage, nous avons voulu le confirmer empiriquement pour les pays du Maghreb mais la complexité des canaux ainsi que l'absence des statistiques ont entravé notre volonté.

¹² Voir les stocks de migration www.worldbank.org.

jour sans que le quotidien d'Oran en Algérie ne publie un article sur l'interpellation¹³ de clandestins.

Cette zone africaine est aussi considérée comme une zone **de transit**. Si nous nous référons aux chemins de la migration subsaharienne publiés dans le rapport de l'organisation internationale des migrations 2008, nous constatons que ces immigrants rejoignent l'Algérie puis bifurquent vers la Tunisie à travers la Lybie pour rejoindre l'Italie passant par l'île de Lampedusa et vers Maroc pour rejoindre l'Espagne à travers le détroit de Gibraltar¹⁴. Les transitaires, selon l'IOM, 2008, sont contraints de séjourner une période dans les pays de transit où ils travaillent pour pouvoir financier leurs voyages vers ce qu'ils considèrent l'Eldorado. Avec la crise économique qui touche l'Europe, le discours politique sur la lutte contre l'immigration clandestine est plus médiatisé que jamais, donc la majorité des transitaires ne vont pas arriver à compléter leur voyage, donc ils y restent.

Les deux dernières dimensions rentrent dans l'ordre de ce qu'on appelle « la migration irrégulière » qui se compose des « over stayer »¹⁵ et des « cross borders » qui pénètrent illégalement. Dans la littérature économique, la migration internationale irrégulière a des effets moins bénéfiques sur les pays d'accueil et des effets moins négatifs sur les pays d'origine (Ghosh, 1998). Comme nous l'avons démontré avant, l'impact direct de l'émigration sur le chômage, dans les pays du Maghreb, le taux de chômage augmentera si ces pays continuent d'accueillir la main d'œuvre étrangère.

Il est donc nécessaire pour les pays du Maghreb de renforcer et de resserrer leurs **politique migratoire luttant contre la migration irrégulière** des « cross border » d'un côté. D'un autre côté, et en ce qui concerne l'émigration, les pays du Maghreb peuvent adopter des politiques migratoires visant à encourager **la migration temporaire** de la population non active et moins qualifiée.

Nombreux pays asiatiques ont quant à eux adopté des politiques pareilles. En effet, la Chine avec sa politique d'attraction des élites, le Vietnam et Taiwan avec leurs encouragements à la migration temporaire ainsi que pour les transferts de fonds (Solimano, 2003). Iredale et son groupe de recherche ont confirmé que la migration de retour est un facteur de développement aussi important que l'environnement politique, économique et social.

Le Maroc, pays le plus touché par l'émigration¹⁶ profite le plus de ce phénomène¹⁷. En

effet, l'état encourage la migration saisonnière de la main d'œuvre même féminine ainsi que les transferts de fonds à travers l'implantation des banque marocaine dans les pays où réside un grand nombre d'émigrés avec des coûts moins chers que les autres agences de transferts comme par exemple Western Union.

En Algérie par exemple, une tentative a visé l'attraction de cerveaux à travers l'augmentation des salaires des professeurs d'université ainsi que son égalisation avec les salaires dans les universités Européenne (la France en particulier) pour ceux qui choisissent de venir travailler en Algérie. Malheureusement ça n'a pas donné de résultat.

Quant à la Tunisie qui reçoit aussi des transferts de fonds pas moins importants que le Maroc, le gouvernement s'est intéressé aux politiques migratoires restrictives luttant contre l'entrée clandestine et la résidence illégale des immigrés venant de l'Afrique subsaharienne¹⁸.

Un échange d'expérience entre les pays du Maghreb voir l'adoption d'une politique migratoire commune n'est elle pas souhaitée et souhaitable pour les pays du Maghreb ?

Conclusion

Ce qu'on doit en général retenir de cet exposé est que les pays en voie de développement ne sont toujours pas arrivés à adopter des politiques migratoires économiquement adéquates qui pourraient les aider à maximiser leurs profits, surtout avec l'apparition de la migration irrégulière qui a mis les pays de l'Afrique du nord dans une situation critique.

Les pays du Maghreb se retrouvent face à deux courants inverses :

- Le premier est du aux pertes causées par la fuite des cerveaux qui d'un côté prive ces pays de sa main d'œuvre la plus qualifiée et les mets dans une trappe de pauvreté de l'autre côté. De plus, la fuite des cerveaux a joué un rôle, en parallèle avec le colonialisme pour imposer une autre forme de dépendance économique.
- Le second se traduit par les flux migratoires irréguliers en provenance de l'Afrique subsaharienne tentant de rejoindre l'Europe. Hormis que ces politiques migratoires dites restrictives adoptées par les pays de l'autre rive de la méditerranée qui luttent contre ce fléau surtout avec la crise économique récente,

¹³ Pour le cas de la Tunisie, voir « le Journal d'Essabah »

¹⁴ Voir notre thèse de magister

¹⁵ Ceux qui restent dans le pays d'accueil légalement et puis ils restent après l'expiration de leurs visas

¹⁶ Classé 16ème avec 3million d'émigrés par la banque mondiale en 2010 (Ratha et al, 2011)

¹⁷ Les transferts de fonds représentent 6,6% du PIB du Maroc, la Tunisie avec 5,3% et 1,4% pour l'Algérie (Ratha et al, 2011)

¹⁸ Voir « La Tunisie entre transit et immigration: politiques migratoires et conditions d'accueil des migrants africains à Tunis » Boubakri & Mazzella, 2005.

vont bloquer ces migrants dans les pays de transit.

Donc, d'un côté une perte de capital humain du à la fuite des cerveaux et une nouvelle charge de travailleurs étrangers du a la migration irrégulière des « cross borders » de l'autre côté.

Les pays du Maghreb doivent impérativement adopter des politiques migratoires qui visent dans un premier temps, à encourager la **migration temporaire** de la population non active et moins qualifié et à lutter contre la **fuite des cerveaux** et a essayer d'**attirer la diaspora** vivant à l'étranger surtout les plus brillants.

En second temps, ils doivent **faciliter les transferts de fonds** en implantant plus banque dans les lieux les plus habités par les émigrés ou bien encourager les émigrés à investir dans leurs pays d'origine.

En troisième lieu, et afin d'éviter une nouvelle charge de travailleurs non qualifiés il est nécessaire pour ces pays, de **renforcer le contrôle des frontières** et de lutter contre cette nouvelle forme de migration.

En dernier lieu, **une coopération et un échange d'expériences** qui peut aller même à l'adoption des politiques migratoires communes entre les trois pays frontaliers qui partagent les mêmes objectifs peut s'avérer bénéfique pour leurs économies. Nous pensons que c'est l'unique façon pour que ces pays, qui ont souffert pendant longtemps des effets néfastes de la fuite des cerveaux, peuvent profiter des externalités générées pas le Brain Drain.

References Bibliographiques:

Adams, Richard & Page, "International Migration, Remittances and Poverty in developing countries", 2003.

Borjas G & Bratesberg B, « who leaves? The outmigration of the foreign-born" NBER, 1994.

Boubakri H & Mazzella S, « La Tunisie entre transit et immigration: politiques migratoires et conditions d'accueil des migrants africains à Tunis » Autrepart, 2005.

Carling J « Policy Options for Increasing the Benefits of Remittances" centre on migration policy and society working paper: 08, Oxford University.

Defoort C, « migration qualifiées et capital humain : nouveaux enseignements tires d'une base de données en panel », thèse de doctorat, université Lille 2, novembre 2007.

De Haas H, « migration and development: a théoretical overview" IMI, oxford university, International Migration Review Volume 44 (1), 2010.

Djelti S, « Migration Internationale : causes et conséquences » thèse de magister, université de Mascara, Algérie, 2010.

Docquier F ; Rapoport H & Schiff M, "Emigration and democracy" CReAM, 2011.

Docquier F & Rapoport H, "Globalization, brain drain and Development" CReAM, 2011.

Docquier F & Rapoport H, Salomone S "Remittances, Migrants' Education and Immigration Policy: Theory and Evidence from Bilateral Data" CReAM, 2011.

Dos Santos M. D, « attraction des élites et exode des cerveaux : les enjeux économiques d'une concertation entre pays d'origine et pays d'accueil », centre d'analyse stratégique, Revue Horizons stratégiques, n° 1/ juillet 2006.

El Mouhoub M, « Migrations, transferts et inégalités » Apports de travaux microéconomiques. Introduction, *Revue économique*, 2010/6 Vol. 61

Garson J.P, « les enjeux des flux financiers de l'émigration pour les pays du Maghreb », OCDE, 1993.

Glytsos Nicholas P, « Dynamic Effects of Migrant Remittances on Growth: An Econometric Model with an Application to Mediterranean Countries » *Centre of Planning and Economic Research*, Athens, Juin 2001.

Faini R "Migration Remettances and Growth », 2002.

Faini R « migration et transferts de fonds, impact sur les pays d'origine » revue d'economie de developpement 2007 : 153-182.

Harris & Todaro, "Migration, Unemployment, and Development: A Two-Sector Analysis." *American Economic Review* 60: 126-142, 1970.

Kanbur R & H. Rapoport, « migration selectivity and the evolution of spatial inequality », Cornell university, bar-Ilan university, CADRE university of Lille 2, SCID Stanford university, 2003.

Khalfaoui H, « Diaspora Algérienne en Amérique du nord : une ressource pour son pays d'origine? », Carim Research Report, european University Institute, 2006.

Lewis A, « development with unlimited supply of labour" Manshester University press, 1954.

Lindert P.H & Kindleberger C.P, « International Economics » Richard D. Irwin, Inc., Homewood, Illinois, 1982, traduit par : De Lavergne P, « Economie internationale » Economica, Paris, 1983.

Marfouk A, « la fuite des cerveaux en Afrique : ampleur et déterminants », université libre de Bruxel, Tripoli, octobre 2007.

Rapport IOM 2008 sur les migrations internationale.

Rapport IOM 2010 sur les migrations internationale.

Ratha D, Mohapatra S, and Silwal A «Remittance flows to developing countries remained resilient in 2009, expected to recover during 2010-11» La Banque Mondiale, 23 AVRIL 2010